

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2091

[2012/203926]

28 JUIN 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'évaluation des incidences transfrontières des plans et programmes visés par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment les articles 14, § 2bis, 17, § 2bis, 43, § 2bis, 51, § 2, 169, § 3bis;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, donné le 12 janvier 2012;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 24 janvier 2012;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, donné le 7 février 2012;

Vu l'avis 51.164/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 avril 2012, en application de l'article de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Art. 2. Dans le Titre I^{er} du Livre V, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, il est inséré un chapitre VI^{ter} intitulé comme suit :

« CHAPITRE VI^{ter}. — *De l'évaluation des incidences des plans et programmes dans un contexte transfrontière* »

Art. 3. Dans le chapitre VI^{ter} du Titre I^{er} du Livre V du même Code, il est inséré un article 283/5 rédigé comme suit :

« Article 283/5. § 1^{er}. Lorsqu'il est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, tout projet de plan ou programme dont l'évaluation des incidences est régie par le présent Code, est transmis, avant le début de l'enquête publique, par l'autorité chargée d'adopter ou d'arrêter ledit plan ou programme ou son délégué aux autorités compétentes de la Région, de l'Etat membre de l'Union européenne ou de l'Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le projet de plan ou programme est accompagné de :

1° l'évaluation des incidences lorsqu'elle ne fait pas partie intégrante du projet de plan ou programme;

2° toute information dont l'autorité dispose à propos des incidences transfrontières du projet de plan ou programme;

3° l'identification de l'autorité compétente pour adopter ou arrêter le plan ou programme et, le cas échéant, pour l'approuver ou l'annuler;

4° la mention des modalités d'organisation de l'enquête publique afférente à la procédure d'élaboration ou de révision du plan ou programme notamment la durée de l'enquête publique, la ou les communes dans lesquelles elle est organisée, la date du début de celle-ci et l'identification de l'autorité chargée de recevoir les observations du public;

5° la mention du délai dans lequel l'avis de la Région, de l'Etat membre de l'Union européenne ou de l'Etat partie à la Convention d'Espoo visés à l'alinéa 1^{er} doit être envoyé à l'autorité chargée d'adopter ou d'arrêter le plan ou programme ou à son délégué.

En même temps qu'elle transmet le dossier, l'autorité chargée d'adopter ou d'arrêter le plan ou programme ou son délégué en informe le Gouvernement et la ou les communes où une enquête publique est organisée.

§ 2. Les délais d'envoi de l'avis visé au § 1^{er}, alinéa 2, 5°, sont, à dater de la clôture de l'enquête publique, de :

1° 45 jours pour le schéma de développement de l'espace régional et le plan de secteur;

2° 30 jours pour le schéma de structure communal, le rapport urbanistique et environnemental et le plan communal d'aménagement du territoire;

3° 15 jours pour le périmètre de site à réaménager.

Si l'avis n'est pas envoyé dans les délais précités, il est passé outre.

§ 3. Dès que le plan ou programme est adopté ou arrêté ou, lorsqu'il est soumis à l'approbation du Gouvernement ou peut être annulé par celui-ci, dès qu'il n'est plus susceptible de faire l'objet d'un refus d'approbation ou d'être annulé, l'autorité chargée d'adopter ou d'arrêter le plan ou programme ou son délégué envoie aux autorités compétentes de la Région, de l'Etat membre de l'Union européenne ou de l'Etat partie à la Convention d'Espoo une copie :

1° du plan ou programme tel qu'adopté ou arrêté et, le cas échéant, approuvé;

2° de la décision en vertu de laquelle il est adopté ou arrêté et, le cas échéant, approuvé;

3° de la déclaration environnementale;

4° des mesures arrêtées concernant le suivi. »

Art. 4. Le présent arrêté n'est pas applicable aux procédures d'élaboration ou de révision des schémas, des plans ou des périmètres qui, en application de l'article 46 du décret du 27 octobre 2011 modifiant divers décrets concernant les compétences de la Wallonie, poursuivent leur instruction selon les règles en vigueur avant la date d'entrée en vigueur dudit décret.

Art. 5. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 juin 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2091

[2012/203926]

28. JUNI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Prüfung der grenzüberschreitenden Auswirkungen der im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie genannten Pläne und Programme

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (CWATUPE), insbesondere der Artikel 14 § 2bis, 17 § 2bis, 43 § 2bis, 51 § 2, 169 § 3bis;

Aufgrund des am 12. Januar 2012 abgegebenen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund des am 24. Januar 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 7. Februar 2012 abgegebenen günstigen Gutachtens des "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung);

Aufgrund des am 25. April 2012 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 51.164/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2001/42/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2001 über die Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme teilweise umgesetzt.

Art. 2 - In Titel I von Buch V des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie wird ein Kapitel VIter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL VIter — Prüfung der Auswirkungen der Pläne und Programme im grenzüberschreitenden Rahmen»

Art. 3 - In Kapitel VIter von Titel I von Buch V desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 283/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Artikel 283/5 - § 1 - Wenn ein Plan- oder Programmwurf, dessen Auswirkungen gemäß vorliegendem Gesetzbuch geprüft werden, bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen angehörenden Staats haben könnte, übermittelt die Behörde, die mit der Annahme oder dem Beschluss dieses Plans oder Programms beauftragt ist, oder ihr Vertreter, diesen Entwurf den zuständigen Behörden der Region, des Mitgliedstaats der Europäischen Union bzw. des dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats.

Dem Plan- oder Programmwurf werden folgende Unterlagen beigelegt:

1^o die Prüfung der Auswirkungen, wenn sie nicht Bestandteil des Plan- oder Programmwurfs ist;

2^o jede Information, über welche die Behörde betreffend die grenzüberschreitenden Auswirkungen des Plan- oder Programmwurfs verfügt;

3^o die Identifizierung der Behörde, die für die Annahme oder den Beschluss des Plans oder Programms, oder gegebenenfalls für dessen Billigung oder Aufhebung zuständig ist;

4^o die Angabe der Modalitäten für die Organisation der öffentlichen Untersuchung im Rahmen des Verfahrens zur Ausarbeitung oder Revision des Plans oder Programms, insbesondere die Dauer der öffentlichen Untersuchung, die Gemeinde(n), in der (denen) sie organisiert wird, das Datum, an dem sie anfängt, und die Bezeichnung der Behörde, die mit der Entgegennahme der Bemerkungen der Öffentlichkeit beauftragt ist;

5^o die Angabe der Frist, innerhalb deren das Gutachten der Region, des Mitgliedstaats der Europäischen Union bzw. des dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats der mit der Annahme oder dem Beschluss des Plans oder Programms beauftragten Behörde, oder ihrem Vertreter zuzusenden ist;

Zur gleichen Zeit wie sie die Akte übermittelt, informiert die mit der Annahme oder dem Beschluss des Plans oder Programms beauftragte Behörde oder ihr Vertreter die Regierung und die Gemeinde(n), in der (denen) eine öffentliche Untersuchung organisiert wird.

§ 2. Die Fristen für die Zusendung des in § 1, Absatz 2 5° genannten Gutachtens belaufen sich ab dem Schluss der öffentlichen Untersuchung auf:

1° 45 Tage für den Entwicklungsplan des regionalen Raums und den Sektorenplan;

2° 30 Tage für das kommunale Strukturschema, den Städtebau- und Umweltbericht und den kommunalen Raumordnungsplan;

3° 15 Tage für den Umkreis eines neuzugestaltenden Gebiets.

Wird das Gutachten nicht binnen der vorgenannten Fristen zugesandt, wird es nicht berücksichtigt.

§ 3. Sobald der Plan oder das Programm angenommen oder beschlossen worden ist, oder sobald er bzw. es nicht mehr abgelehnt oder aufgehoben werden kann in dem Falle, wo er bzw. es der Billigung der Regierung unterworfen wird oder von dieser aufgehoben werden kann, sendet die mit der Annahme oder dem Beschluss des Plans oder Programms beauftragte Behörde oder ihr Vertreter den zuständigen Behörden der Region, des Mitgliedstaats der Europäischen Union bzw. des dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats eine Kopie folgender Unterlagen zu:

1° des Plans oder Programms, so wie er bzw. es angenommen oder beschlossen, oder gegebenenfalls gebilligt worden ist;

2° des Beschlusses; kraft dessen er bzw. es angenommen oder beschlossen, oder gegebenenfalls gebilligt worden ist;

3° der Umwelterklärung;

4° der beschlossenen Follow-up-Maßnahmen.»

Art. 4 - Der vorliegende Erlass ist nicht auf die Verfahren zur Ausarbeitung oder Revision der Schemen, Pläne oder Umkreise anwendbar, die kraft Artikel 46 des Dekrets vom 27. Oktober 2011 zur Abänderung verschiedener Dekrete bezüglich der Zuständigkeiten der Wallonie noch nach den Regeln, die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets galten, untersucht werden.

Art. 5 - Der Minister für Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Juni 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2091

[2012/203926]

28 JUNI 2012. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de beoordeling van de grensoverschrijdende gevolgen van de plannen en programma's bedoeld in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw Patrimonium en Energie

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (CWATUPE), inzonderheid op de artikelen 14, § 2bis, 17, § 2bis, 43, § 2bis, 51, § 2, 169, § 3bis;

Gelet op het advies van de "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), gegeven op 12 januari 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 24 januari 2012;

Gelet op het advies van 7 februari 2012 van de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse raad voor de Duurzame Ontwikkeling);

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 51.164/4, gegeven op 25 april 2012 overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2001 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. In Titel I van Boek V, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie wordt een hoofdstuk VIter ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK VIter. — *Beoordeling van de gevolgen van de plannen en programma's in grensoverschrijdend verband* »

Art. 3. In hoofdstuk *VI*ter van Titel I van boek V van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 283/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 283/5, § 1. Indien een ontwerp-plan of -programma waarvan de beoordeling van de gevolgen door dit Wetboek wordt geregeld, een significante impact zou kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, wordt elk ontwerp-plan of -programma, vóór het begin van het openbaar onderzoek, door de overheid die het plan of programma moet aannemen of vastleggen of haar afgevaardigde, overgemaakt aan de bevoegde autoriteiten van het Gewest, de lidstaat van de Europese Unie of de staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo.

Het ontwerp-plan of -programma wordt aangevuld met :

1° de beoordeling van de gevolgen als ze niet noodzakelijk deel uitmaakt van het ontwerp-plan of -programma;

2° elke informatie waarover de overheid beschikt met betrekking tot de grensoverschrijdende gevolgen van het ontwerp-plan of -programma;

3° de identificatie van de overheid die bevoegd is om het plan of programma aan te nemen of vast te leggen en, desgevallend, om het goed te keuren of te vernietigen;

4° de vermelding van de modaliteiten voor de organisatie van het openbaar onderzoek betreffende de procedure van opmaak of herziening van het plan of programma, met name de duur van het openbaar onderzoek, de gemeente(n) waarin het onderzoek gehouden wordt, de begindatum ervan en de identificatie van de overheid die de opmerkingen van het publiek moet ontvangen;

5° de vermelding van de termijn waarbinnen het advies van het in het eerste lid bedoelde Gewest, lidstaat van de Europese Unie of staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo moet worden gestuurd naar de overheid die het plan of programma moet aannemen of vastleggen of naar haar afgevaardigde.

Als de overheid die het plan of programma moet aannemen of vastleggen of haar afgevaardigde het dossier overmaakt, informeert zij of hij gelijktijdig de Regering en de gemeente(n) waar een openbaar onderzoek wordt georganiseerd.

§ 2. De termijnen van verzending van het advies bedoeld in § 1, tweede lid, 5°, bedragen vanaf de sluitingsdatum van het openbaar onderzoek :

1° 45 dagen voor het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan en het gewestplan;

2° 30 dagen voor het gemeentelijk structuurplan, het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag en het gemeentelijk plan van aanleg;

3° 15 dagen voor de omtrek van de her in te richten locatie.

Bij gebrek aan advies binnen de voorgeschreven termijn wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan.

§ 3. Zodra het plan of programma wordt aangenomen of vastgesteld of, wanneer het ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgelegd of door laatstgenoemde vernietigd kan worden, zodra het niet meer vatbaar is voor een weigering of vernietiging, stuurt de overheid die het plan of programma moet aannemen of vastleggen of haar afgevaardigde naar de bevoegde autoriteiten van het Gewest, de lidstaat van de Europese Unie of de staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo, een afschrift van :

1° het plan of programma zoals aangenomen of vastgelegd en, desgevallend, goedgekeurd;

2° de beslissing op grond waarvan het wordt aangenomen of vastgelegd en, desgevallend, goedgekeurd;

3° de milieuverklaring;

4° de monitoringsmaatregelen waartoe wordt besloten. »

Art. 4. Dit besluit is niet van toepassing op de procedures van opmaak of herziening van de plannen of omtrekken die, overeenkomstig artikel 46 van het decreet van 27 oktober 2011 tot wijziging van verschillende decreten betreffende de bevoegdheden van Wallonië, verder worden onderzocht volgens de regels die van toepassing waren vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 5. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 juni 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY